

Initiatives ministérielles

Pourtant, nous ne réussissons à réduire la dette que lorsque nous cessons de dépenser plus d'argent que nous en prélevons. Si vous voulez subventionner d'autres projets, comme la formation, voyez comment se comporte le gouvernement qui prétend être un modèle de bonne gestion.

S'il est vraiment aussi fort en gestion, je me demande pourquoi il a dû créer ce genre de compte. Tout bon gestionnaire sait que l'argent est fongible et vite dépensé. Le gouvernement n'arrive pas à maîtriser la situation, voilà pourquoi il a créé ce compte.

Le gouvernement prétend qu'il gère très bien les affaires de l'État et promet d'accomplir de belles et grandes choses avec son compte de réduction du déficit, mais cela ne l'empêche absolument pas d'aller de l'avant avec ses programmes.

Je viens d'entendre parler d'un projet, je crois que c'était la semaine dernière. Le ministre de la Défense nationale a annoncé un projet d'immobilisations de 100 millions de dollars pour la construction d'un nouvel entrepôt de matériel militaire à Montréal. Cela ne veut pas dire que je crois que Montréal n'a pas besoin de ces emplois; en fait, je suis certaine qu'elle en a besoin.

Ce que je me demande, c'est si c'est vraiment le moment de dépenser de l'argent pour des projets d'immobilisations comme celui-là, alors que le gouvernement a clairement dit que son objectif était de réduire la taille des forces armées et d'effectuer des compressions budgétaires dans ce secteur.

Il poursuit son chemin, déterminé à nous faire croire, avec son air moralisateur, qu'il est au-dessus de tout cela.

• (1300)

Il continue de suivre son propre programme. Je suis donc convaincue que ce projet de loi est une perte de temps et que les députés de la Chambre des communes ont des choses beaucoup plus importantes à faire. Autrement dit, nous devons sauver notre pays. Mettons un terme à toutes ces absurdités.

Je ne parlerai pas plus longtemps, car je veux donner au gouvernement la chance de présenter de vraies mesures législatives qui aideront notre économie.

M. Ray Skelly (North Island—Powell River): Monsieur le Président, c'est une occasion intéressante que nous avons cet après-midi de parler de la taxe sur les produits et services encore une fois en débattant cet amendement au projet de loi.

Comme on l'a dit précédemment, cet amendement au projet de loi n'est qu'un écran de fumée. Pour les Canadiens, il n'a absolument aucune importance. Ce qui est

important en ce qui concerne la taxe sur les produits et services, c'est que notre chef, la députée du Yukon, Audrey McLaughlin, a dit que, si le Nouveau Parti démocratique était élu aux prochaines élections fédérales, il supprimerait la TPS.

C'est l'engagement que notre parti a pris envers les Canadiens. S'il était élu, il supprimerait cette taxe. Il est intéressant de signaler que le Parti conservateur, qui ne formera pas le prochain gouvernement, a dit qu'il gardera la taxe. C'est ce qu'a affirmé aussi le Parti libéral, de même que les autres partis marginaux, soit le Parti réformiste et le Bloc québécois. Lors du prochain scrutin fédéral, les électeurs auront la possibilité de dire adieu à cette taxe odieuse en votant pour le Nouveau Parti démocratique ou de la maintenir en votant pour l'un des autres partis politiques canadiens. Les positions des partis à ce sujet sont claires et sans équivoque, et les électeurs feront un choix clair et sans équivoque.

Il existe une solution politique au problème au lieu du miroir aux alouettes dont la Chambre est aujourd'hui saisie. Rien ne rendra ce projet de loi plus acceptable aux yeux des électeurs.

Durant l'été, j'ai visité la plupart des localités de la circonscription que je représente. Ce qui m'a le plus surpris, c'est la réaction des propriétaires de petites entreprises et des chambres de commerce. Ne vous y trompez pas. La vaste majorité des propriétaires de petites entreprises de chacune de ces localités n'ont pas voté pour le Nouveau Parti démocratique. Lors des dernières élections, la plupart d'entre eux n'ont pas voté non plus pour le Parti libéral. Ils versent des contributions à leur parti. Ils votent pour lui, assistent aux réunions et sont militants.

Ils ont dit clairement que, cette fois-ci, le Parti conservateur ne devait pas compter sur eux ni attendre leurs chèques. Il n'obtiendra pas leur appui et a perdu toute popularité dans cette circonscription.

J'ai eu un entretien avec le directeur d'un hôtel. C'est un citoyen très puissant et un conservateur bien en vue dans une des localités de ma circonscription. Il m'a dit qu'il n'avait rien contre le fait de payer des taxes, mais que la taxe sur les produits et services a tué son entreprise. Elle a anéanti les perspectives commerciales.

Nous ne devrions pas discuter aujourd'hui de ce qu'il adviendra des recettes provenant de cette taxe odieuse. Nous devrions discuter clairement de la suppression et de l'abolition de la taxe sur les produits et services. Cette taxe étouffe les possibilités commerciales. Aussi, j'ai une solution de rechange à proposer. Rejetons ce projet de loi. Prononçons-nous encore une fois contre cette taxe et débarrassons-en les Canadiens.